



Munich Personal RePEc Archive

Debt crisis and social distress of the Congolese

Izu, Akhenaton

Université de Kinshasa

11 April 2014

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/64186/>

MPRA Paper No. 64186, posted 06 May 2015 22:09 UTC

Crise de la dette et détresse sociale du peuple congolais.

Akhenaton Izu Makongo

E-mail: akhenatonizu@yahoo.fr

Tel (243) 824 716 521

Université de Kinshasa/R.D.C

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

Département d'Économie Publique

Résumé : L'objectif de ce papier est de mettre en exergue l'idée selon laquelle la misère actuelle de la RDC serait en grande partie tributaire de la crise de la dette des années 1970-1980. Pour analyser ce problème, l'approche économétrique a été privilégiée et plus précisément la cointégration. Par la cointégration, l'on cherche à savoir s'il existe une relation à long terme entre la dette en % du PIB et le PIB per capita et par le modèle à correction d'erreur, l'on cherche à savoir s'il existe un mécanisme de retour à l'équilibre chaque fois que survient un déséquilibre. Après les analyses approfondies, il a été trouvé que le poids de la dette extérieure, au travers l'évincement des dépenses sociales et des investissements, a eu un effet négatif sur le bien-être de la population. Les études menées dans ce papier ont révélé lorsque la dette en % du PIB augmente de 10%, le PIB per capita diminue de 1,42% à court terme et de 24% à long terme.

Mots clés : Bien-être, Cointégration, Dette extérieure, Investissement, République Démocratique du Congo.

Debt crisis and social distress of the Congolese

Abstract: The objective of this paper is to highlight the idea according to wish the current misery of the DRC would be mainly dependent on the debt crisis of the years 1970-1980. To analyze this problem, the econometric approach was privileged and more precisely the cointegration. By the cointegration, one seeks to know if there is a long-term relation between the debt in% of the GDP and the GDP per capita. After deepened analyses, it was found that the weight of the external debt, with through the ousting of the welfare expenditures and the investments, had a negative effect on the population well-being. The undertaken studies reveal when the debt in % of the GDP increases by 10%, the GDP per capita decreases by 6.5% in short-term and by 23% in long-term.

Keywords: Well-being, Cointegration, External debt, Investments, Democratic Republic of Congo.

JEL Classification: C22, D60, E22, H63, O47.

« La dette ne peut être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en surs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en surs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y a point débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement et on parle de crise. »

**Discours de Thomas Sankara sur la dette
à Addis-Abeba le 29 juillet 1987.**

1. INTRODUCTION

L'activité économique de l'Etat, contrairement à ce qu'affirmaient les classiques, se solde souvent par un déséquilibre : soit par un excédent soit par un déficit. Il peut s'agir du déséquilibre épargne-investissement, du déficit budgétaire ou encore du déficit de la balance courante comme l'a si bien énuméré Marc Raffinot(1998). De là, il s'ensuit que l'endettement est une situation naturelle pour un Etat quelle que soit sa puissance économique.

Ainsi en 1960, la République Démocratique du Congo a hérité des colons une dette à moyen et long termes de l'ordre de 448 millions de dollars. Mais à l'instar de tous les pays africains, à l'aube de l'indépendance, la RDC devait combler son déficit en infrastructures (de transport, de santé, de télécommunication, etc.) qui constituait un obstacle pour son développement. Ne disposant pas de beaucoup de ressources financières pour s'autofinancer, le pays a dû recourir à un endettement extérieur. C'est dire qu'au départ, l'endettement a été amorcé pour de raisons bienveillantes et dans une conjoncture favorable, laquelle était caractérisée par la bonne tenue des cours des matières premières et des taux d'intérêt relativement bas raison pour laquelle jusqu'en 1974 le stock de la dette congolais est demeuré inférieur à 2 milliards de dollars. Après quelques temps, les cours des matières premières étaient revus à la baisse et les termes d'échange se détérioraient et les taux d'intérêt ont été revus à la hausse à cause de la politique monétaire restrictive de la Réserve Fédérale mais le pays continuait à s'endetter au même rythme voire à un rythme croissant. Les fonds empruntés ayant été mal utilisés, la RDC (Zaire à l'époque) n'arrivait plus à honorer ses engagements et le stock de la dette s'accumulait jusqu'à atteindre 5 milliards de dollars en 1981. Après plusieurs périodes de rééchelonnement (neuf au total) jusqu'en 2010, la RDC n'arrivait toujours pas à faire face au service de la dette, c'est la genèse de la crise de la dette, mais qui en sont les responsables ?

La responsabilité de la crise de la dette qui a sévi en RD Congo est à incomber tant aux débiteurs qu'aux créanciers. La dette congolaise a été contractée, en majorité, lors du règne du Président Mobutu. En effet, pendant cette période, le détournement des fonds publics et la corruption étaient tels que les fonds empruntés profitaient plus à Mobutu et à sa famille biologique et politique et ont conduit au financement des investissements non productifs appelés « éléphants blancs » notamment le fameux barrage d'Inga qui, à lui seul, a épuisé près de 30% de la dette extérieure de la RDC en 1980. En 1986, le Wall Street Journal a avancé les chiffres qui étonnent en affirmant que Mobutu possédait dans les banques occidentales 5 milliards de dollars, soit exactement le montant de la dette publique de son pays et pire encore, à sa mort en 1997, il possédait dans les mêmes banques 8 milliards de dollars soit le 2/3 de la dette de son pays : **autant dire la dette de Mobutu que la dette de la RDC.**

Les créanciers quant à eux ont été d'une complicité criante dans la crise de la dette qui a frappé en République Démocratique du Congo. En effet, ces derniers prêtaient à Mobutu tout en sachant qu'il ne serait pas en mesure de rembourser et que ces sommes ne serviraient pas à aider les pauvres du Zaïre mais plutôt à enrichir ce dernier (Joseph Stiglitz, 2002). Aussi, William Easterly(2010) confirme qu'étant donné le niveau de corruption qui prévalait en RDC (Zaïre à l'époque) en ce moment-là, les institutions du Bretton Woods ne pouvaient pas accorder des prêts à la RDC. Mobutu bénéficiait de ces financements, au détriment de la population congolaise, à titre de récompense pour son rôle stratégique dans la Guerre Froide. Cette situation correspond bien à ce qu'Alexander Sack qualifie de **dette odieuse**. En effet, il soutient qu'*au cas où un pouvoir despotique contracte une dette non pas pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, etc., cette dette est odieuse pour la population. Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation : c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée par conséquent elle tombe avec la chute du pouvoir.*

Par ailleurs, cette crise de la dette a été lourde des conséquences sur le niveau de vie de la population congolaise et comme l'a si bien dit Paul Krugman(1988), le poids insupportable de la dette peut nuire au développement du pays endetté et la RDC n'a pas échappé à cette logique. Encore faut-il ajouter que les politiques d'ajustement structurel dont l'objectif était de restaurer la solvabilité n'ont pas tenu leurs promesses mais au contraire, elles ont enfoncé le pays dans le gouffre. Appliquées dans les années 1980-1990, ces politiques ont contribué à l'approfondissement de la pauvreté en RDC. En effet, l'analyse du budget de 1980 à 1987 renseigne que, suite à ces politiques, la part des intérêts de la dette est passée de 8% à 32% des dépenses publiques alors que la part des salaires est passée de 42% à 11% et la part des dépenses d'éducation est passée de 19% à 2% des dépenses durant ladite période. Déjà appauvri par les politiques d'ajustement structurel, les chiffres recueillis confirment qu'en 1998, un citoyen congolais devait rembourser une dette de 275\$ alors que son revenu moyen était de 130\$ soit environ 50% de la dette à rembourser. Durant la même année, la dette publique a atteint un niveau de 212% du PIB et 712% des exportations, un niveau totalement insoutenable.

Fort de ce constat malheureux, fort de toutes les conséquences désastreuses de la dette sur la situation socio-économique, cet article recourt à la cointégration pour répondre à l'interrogation de savoir si la dette extérieure contractée par la RDC dans les années 1970-1980 et la crise qui en est suivie sont la cause déterminante de l'actuelle pauvreté des ménages congolais.

Après avoir défini l'objectif de notre analyse, cet article va dans une première section présenter le cadre théorique des concepts de la dette extérieure et du bien-être. Ensuite, il va évoquer dans une deuxième section une revue de la littérature synthétique sur la relation entre le niveau d'endettement et le bien-être. Et en troisième lieu, il va analyser empiriquement la relation entre la dette et le bien-être de la population congolaise. Finalement, une quatrième section va interpréter les résultats obtenus et présenter une conclusion.

2. Aspect théorique : La dette extérieure et le bien-être de la population

Dans la théorie de croissance endogène, Romer et Rebelo ont identifié l'investissement comme première source de la croissance. La singularité de l'investissement est d'agir simultanément sur la demande et sur l'offre globales. C'est ainsi que les investissements dans les infrastructures, dans la

santé et dans l'éducation ont un impact considérable sur le bien-être de la population. Mais pour réaliser ces investissements, il faudrait disposer de ressources financières conséquentes et très souvent les impôts prélevés dans les PED (Pays en Développement) ne suffisent pas pour financer ces investissements, d'où le recours à l'endettement extérieur.

La dette extérieure permet donc à un pays de financer ses investissements mais elle peut aussi constituer un frein pour l'émergence économique d'un pays lorsque son remboursement hypothèque l'avenir de la population. Mais ce dernier cas n'est envisageable que si le pays surendetté.

2.1. Le surendettement

Un pays est dit surendetté lorsque ses bases économiques (production, recettes fiscales, exportations) ne lui permettent pas de rembourser en totalité et à l'échéance sa dette, d'où l'incapacité de faire face au service de la dette. Le seuil de viabilité de la dette dépend d'un groupe de pays à un autre ; d'une institution à une autre. Néanmoins, il est souhaitable que la dette en % du PIB ne dépasse pas 75% et qu'elle ne dépasse pas non plus 250% des exportations.

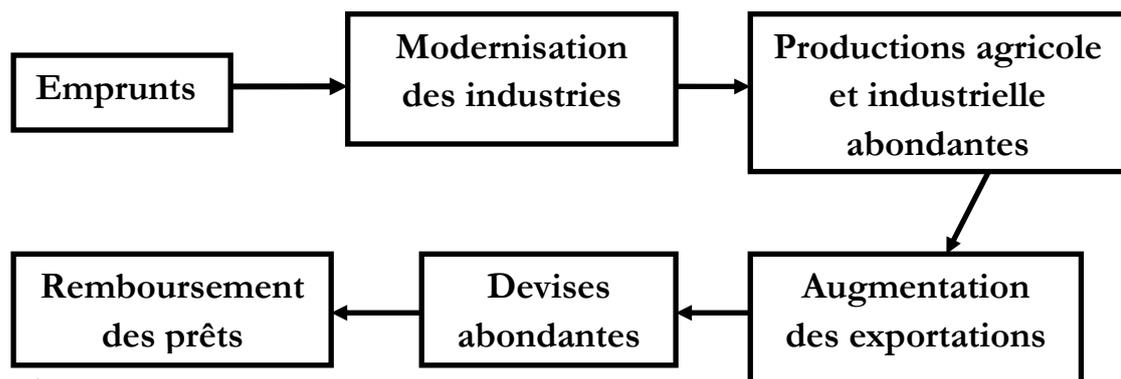
2.1.1. Causes du surendettement

La première cause du surendettement des pays en développement est à chercher dans le mécanisme même de la dette, lequel était basé sur une religion de croissance qui n'a pas tenu ses promesses.

i. Causes économiques :

- L'endettement des pays africains, la RDC y compris, est parti d'une logique productiviste (A qui profite la dette, 2006) selon laquelle les emprunts contractés faciliteraient la modernisation du pays, laquelle entrainerait l'augmentation de la production et des exportations et le pays aurait davantage des devises pour rembourser leurs prêts. C'est le cercle vertueux de l'emprunt dont voici l'articulation :

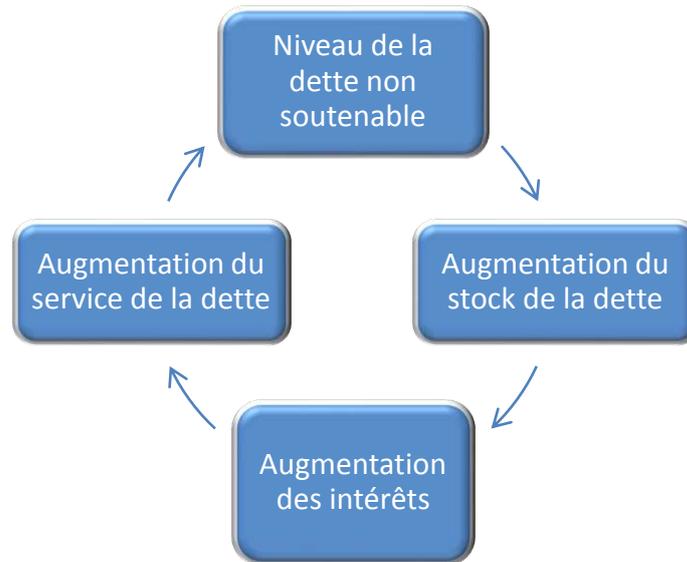
Figure 1. Cercle vertueux de l'emprunt



Source : *À qui profite la dette, octobre 2006*

Malheureusement, la logique productiviste n'était pas au rendez-vous parce que les fonds empruntés n'ont pas atteint les résultats escomptés. Le rapport principal table rase-et après ?(2012) affirme qu'aucun des projets financés par la dette au Zaïre n'a tenu sa promesse et n'a créé la base de remboursement, ce qui insinue que le pays devait donc emprunter pour assurer le service de la dette et le stock de la dette s'accumulait rapidement. L'on quitte donc du cercle vertueux de l'emprunt vers le cercle vicieux de la dette qui se présente comme suit :

Figure 2. Cercle vicieux de la dette



- Aussi faut-il ajouter que pendant cette période, les recettes fiscales augmentaient à un rythme inférieur à l'augmentation des taux d'intérêt. La conséquence directe de ce mécanisme est que le stock de la dette s'accumulait plus rapidement qu'auparavant, c'est ce qu'on qualifie de piège de la dette (Jayati Ghosh, 2007) ;
- La détérioration des termes de l'échange qui a réduit la capacité de remboursement des pays en développement ;
- La hausse des taux d'intérêt suite à la politique monétaire restrictive des Etats-Unis.

ii. Causes politico-administratives

- La mauvaise gouvernance plus précisément la corruption et les détournements ont été à l'origine de la croissance spectaculaire du stock de la dette parce que la dette était confondue à la richesse personnelle des proches du pouvoir ;
- L'immaturité des dirigeants politiques : le rapport principal table rase-et après ? (2012) renseigne que la dette originelle (avant tout rééchelonnement et paiement du service de la dette) était de 2.915 millions de dollars dont le 75% était constitué des crédits fournisseurs (dettes à CT). C'est donc avec ces dettes à court terme que l'on a financés les investissements à long terme.

iii. Causes stratégiques

La dette extérieure des PED a été pour beaucoup de pays occidentaux un mal nécessaire qui a favorisé leur enrichissement, les illustrations ci-dessous étayent mieux nos propos :

- La dette est un moyen propice pour les pays développés d'exploiter les pays pauvres parce qu'en dépit de toute attente, les pays du Nord sont de bénéficiaires nets de l'aide publique au développement et ce même après l'annulation de la dette. Les chiffres renseignent qu'en 2011, pour 100\$ reçus au titre de l'aide, la RDC a remboursé 108\$ au titre du service de la dette.

- Ensuite, la dette s'identifie comme un puissant instrument de transfert de ressources des pays du Sud vers les pays du Nord à travers la fuite des capitaux qu'elle occasionne. En 1990, par exemple, pour 100 \$ empruntés par l'État congolais, 120\$ ont été exportés sous forme des fuites de capitaux. Cela prouve à suffisance que l'endettement de l'Afrique a profité plus aux pays développés qu'aux africains eux-mêmes.

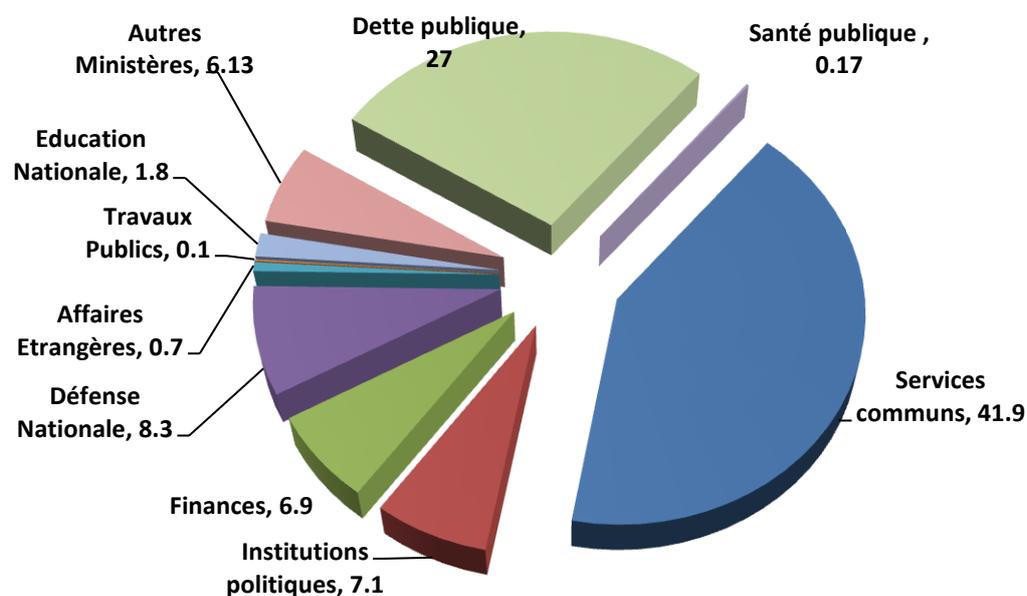
2.1.2. Conséquences du surendettement sur l'économie

S'il est vrai que la dette publique finance les investissements et stimule la croissance à court terme mais il est très difficile que la dette ait des effets positifs sur le bien-être de la population à long terme. En effet ; le surendettement d'un pays peut entraîner des coûts socio-économiques très élevés parmi lesquels on peut citer :

i. Conséquences au niveau du budget

L'analyse approfondie du budget de la RDC a révélé que suite au surendettement, la part du service de la dette a substantiellement augmentée au détriment des dépenses sociales (santé, éducation, protection et sécurité sociale), lesquelles affectent directement le bien-être de la population. Voici une illustration de la répartition dépenses publiques en 2008 :

Figure 3. Ventilation des dépenses de l'État en % du total en 2008



Source : Auteur sur base du rapport annuel de la Banque centrale du Congo, 2008

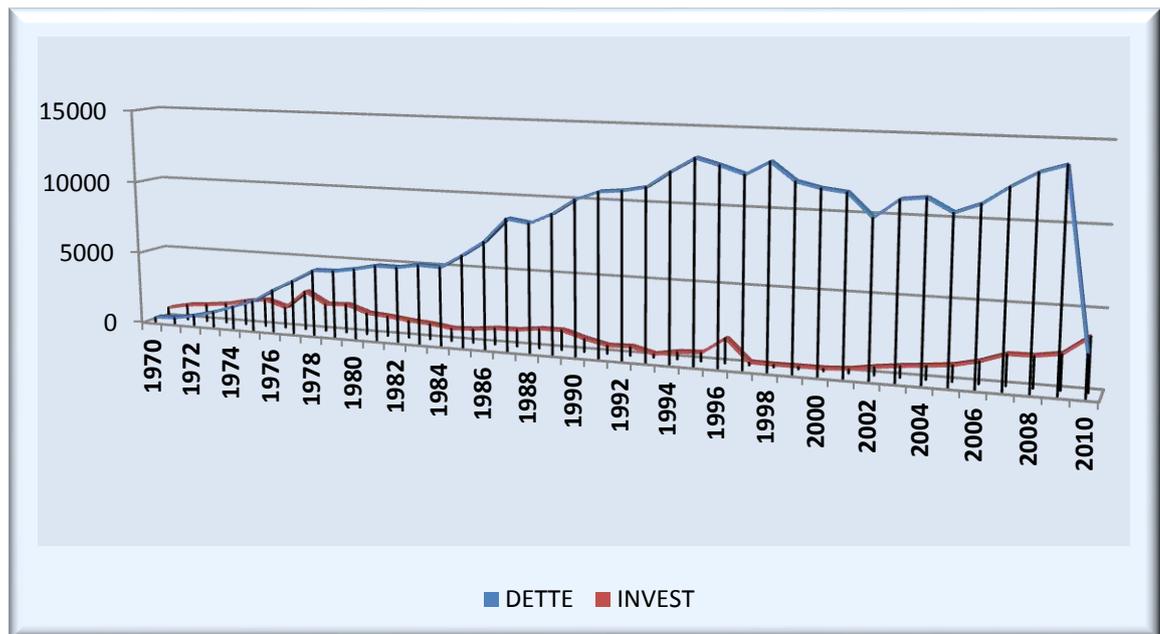
La déflation des budgets d'éducation et de santé a eu comme conséquences la suppression des bourses d'étude, le sous-équipement des hôpitaux et des établissements scolaires, la prise en charge de l'éducation par les parents, la précarité des soins, l'analphabétisme d'un plus grand de la population et une espérance de vie de plus en plus réduite.

➤ Conséquences sur le plan économique-financier

- L'érosion de la confiance qui entraîne l'augmentation du coût de financement pour le Gouvernement Congolais ;

- Le surendettement, en augmentant le cout de financement, entraine l'évincement de l'investissement privé qui affecte négativement la demande globale et la croissance économique. Le graphique ci-dessous montre l'évolution du stock de la dette et de l'investissement depuis 1970 :

Graphique 1. Évolution du stock de la dette et de l'investissement (en millions d'USD)



Source : Auteur sur base de données de la BAD

- La réduction de la marge de manœuvre des Gouvernements congolais qui sont contraints d'assurer le service de la dette avant de mener les politiques de reconstruction du Pays.

3. Revue de la littérature sur la relation entre la dette extérieure et le bien-être de la population

3.1. Revue de la littérature théorique

La relation entre la dette extérieure et le niveau de vie n'a pas été la principale préoccupation dans la littérature économique mais plutôt la relation entre l'accroissement de la dette et la croissance économique. En voici un aperçu théorique :

- Selon les classiques, l'endettement est un poids économique qui handicape la croissance parce qu'il est considéré comme une taxe sur les générations futures. Les keynésiens, quant à eux, l'endettement ne pèse pas sur les générations actuelles et futures car il génère la croissance économique, dans le cas d'une sous activité, via le multiplicateur de l'investissement.
- Dans le modèle de croissance exogène, Robert Solow a trouvé que si le taux d'endettement public est élevé, l'économie entière consomme beaucoup et n'investit pas

assez à long terme. Le revenu par habitant finit alors par être plus faible que ce que les investissements dans la technologie auraient occasionné.

- iii. Pour Robert Barro dans la théorie de l'équivalence ricardienne, une politique de déficit budgétaire financé par l'emprunt est sans effet sur l'activité économique. En effet, en finançant l'augmentation des dépenses publiques par le déficit, on peut s'attendre à ce que les impôts soient nécessairement augmentés pour rembourser la dette.
- iv. Selon les altermondialistes, le remboursement de la dette par les PED est un obstacle majeur à leur développement car il absorbe les ressources qui devaient être consacrées à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Et le concours du FMI et de la Banque Mondiale ne sert qu'à équilibrer la balance des paiements mais le poids du remboursement demeure.
- v. Tout récemment, pour expliquer le cas spécifique des PED, il a émergé la théorie du surendettement (debt overhang) avec les travaux de Krugman(1988), de Sachs(1989) et de Cohen(1992). Cette théorie préconise qu'à partir d'un certain seuil (D), la dette extérieure a des effets négatifs sur la croissance économique parce qu'elle décourage la consommation et l'investissement. C'est de là que naît la courbe de Laffer de la dette selon laquelle plus le montant de la dette est importante, plus importante est la probabilité de non remboursement.

3.2. Revue de littérature empirique

Du point de vue empirique, tout commence dans les années 1980. L'on commence par les travaux de Sachs(1989), de Calvo(1989) ou d'Ojo (1989) lesquels affirment que l'accroissement de la dette, via l'effet d'éviction, porte atteinte à l'investissement et pénalise la croissance économique. Il faut attendre l'année 2001 pour avoir des études plus pertinentes avec Hansen et Léonce Yapo.

- Hansen a analysé l'impact de l'interaction entre l'aide au développement et la dette sur la croissance de 54 Pays en développement en mettant en évidence l'existence d'une courbe de Laffer de l'aide. Il renchérit en affirmant que l'impact négatif de la dette sur la croissance économique est important dans les pays à forte dépendance de l'aide extérieure.
- Léonce Yapo, à travers son étude sur les Déterminants de l'Endettement extérieur des PPTE : cas de la Côte d'Ivoire, trouve que le taux de croissance du PIB évolue dans le sens contraire de l'endettement.

Pattillo et al. (2002) trouve une relation en forme de U renversé entre la croissance économique et la dette extérieure c'est-à-dire l'effet de la dette est d'abord positif mais lorsque les ratios d'endettement augmentent, la croissance commence par ralentir et puis finit par diminuer.

Idlemouden et Raffinot(2005) cité par Konso Boso(2005) pensent que la dette extérieure constitue un fardeau pour une économie. Ils disent que le paiement du service de la dette tend à évincer les dépenses publiques menant à une baisse de l'investissement global et son poids futur décrit par l'encours influencerait sur les incitations des agents économiques privés via l'accroissement de la pression fiscale.

Plusieurs personnes à l'instar de, Christian NDO(2008), Éric Mayavangua(2008), Ismaël IGNONRONFIN(2011) ont prouvé que le taux de croissance évolue dans le contraire de l'endettement.

Kumar et Woo(2010) ont analysé la corrélation entre le taux d'endettement initial et la croissance du revenu par habitant sur les 5 années suivantes dans 38 pays. Ils arrivent à la conclusion que la dette publique réduit effectivement la croissance, en raison notamment de la moindre progression du stock de capital.

Adler et Thieliand(2011) ont trouvé que les PED sont très vulnérables en cas d'endettement important parce que dans ces pays, une hausse importante augmente la probabilité d'une crise économique.

Récemment en 2013, une étude menée sur 28 pays de l'UEMOA révèle qu'il y a une relation à long terme entre la croissance, la dette extérieure et la qualité des institutions. Il affirme que la dette extérieure a des effets non linéaires sur la croissance économique et indique un seuil de 51% du ratio d'endettement au-delà duquel tout accroissement de la dette affecte négativement la croissance.

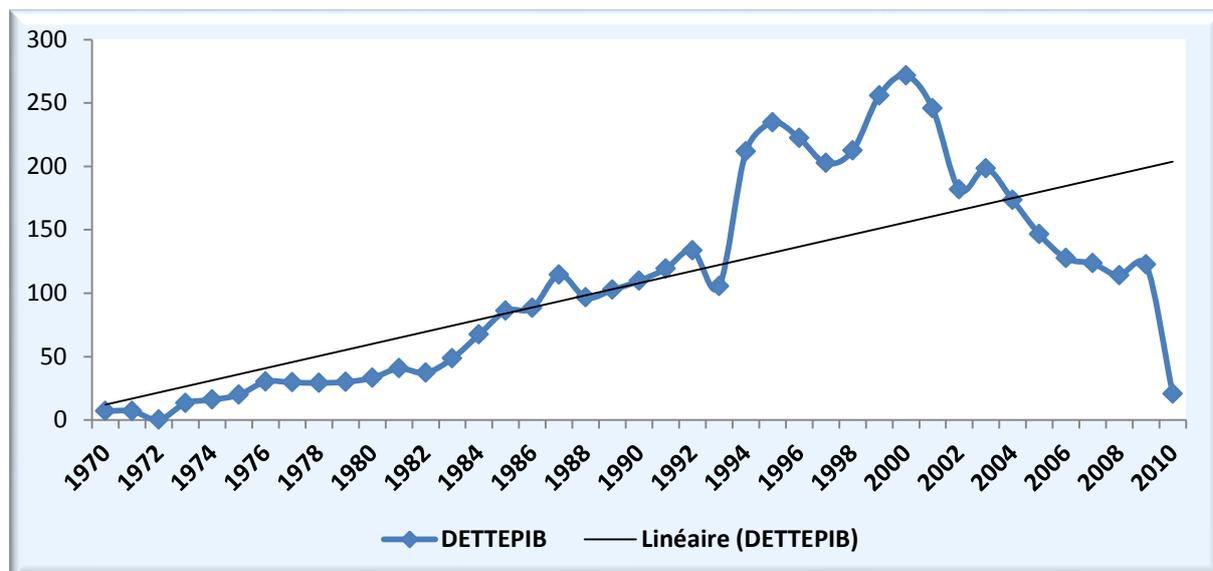
4. Analyse empirique sur la relation entre la dette extérieure et le bien-être de la population

Dans les lignes précédentes, il a été montré clairement que la dette extérieure a un effet négatif sur le bien-être de la population parce qu'en augmentant la part du service de la dette dans le budget, la dette évinçait automatiquement les dépenses d'éducation et de santé, lesquelles ont un impact direct sur le bien-être de la population. Dans cette section, l'on cherche à saisir empiriquement l'incidence de la crise de la dette extérieure des années de 1970-1980 sur le niveau de vie de la population congolaise.

4.1. Analyse exploratoire

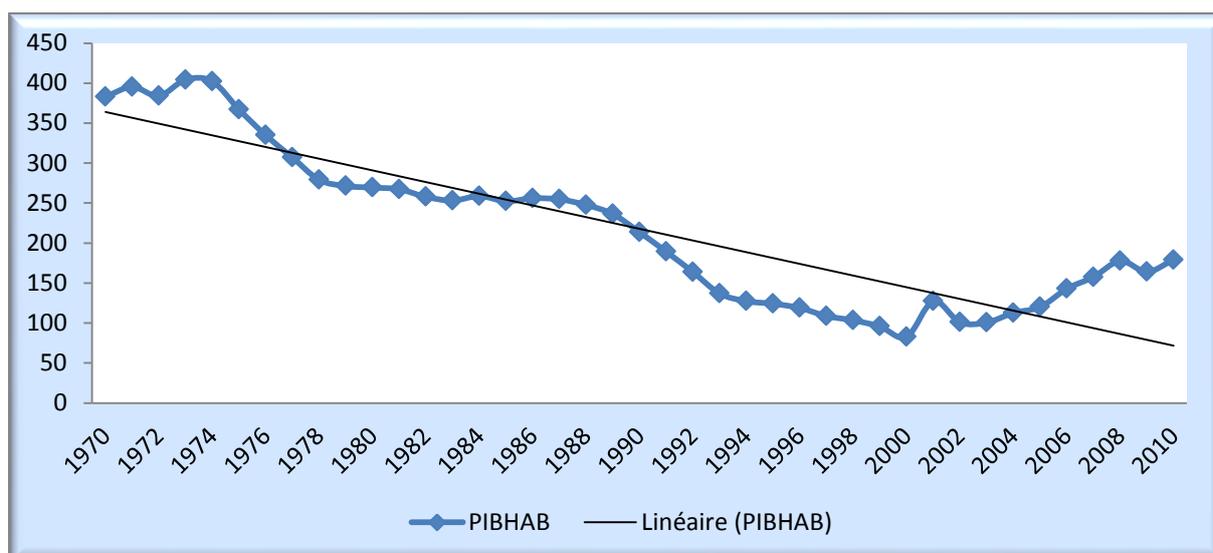
D'entrée de jeu, l'on constate que le rythme d'accroissement annuel moyen de la dette en % du PIB a été de 7,4% de 1970 à 2010 tandis que le PIB per capita diminuait en moyenne de 0.82 % chaque année. Cette situation confirme le lien existant entre l'accroissement de la dette et la détresse sociale de la population. Ci-dessous se trouvent les graphiques liées à la situation que nous venons de décrire :

Graphique 2. Évolution de la dette en pourcentage du Produit Intérieur Brut



Source : Auteur sur base de statistiques choisies sur les pays africains(BAD), des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo.

Graphique 3. Évolution du Produit Intérieur Brut par habitant



Source : Auteur sur base de statistiques choisies sur les pays africains(BAD), des rapports annuels de la Banque

L'on remarque que la tendance d'évolution du ratio de la dette en % du PIB et celle du PIB per capita se contredisent, ainsi nous allons donc utiliser les outils rigoureux pour vérifier cela.

4.2. Description des données

Les données utilisées dans cette étude proviennent des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo et de la BAD. Elles portent sur la période de 1970-2010. Il s'agit du PIB per capita, du ratio de la dette en pourcentage du PIB, les termes de l'échange et de l'investissement en pourcentage du PIB. Pour les estimations économétriques, les variables suivantes ont été utilisées. Ainsi, dans la suite, les notations suivantes seront adoptées :

- *PIBHAB* : le Produit Intérieur Brut per capita ;
- *DETTEPIB* : le ratio de la dette en % du PIB ;
- *INVPIB* : l'investissement en % du PIB ;
- *TERMES* : les termes de l'échange.

Avant de présenter la méthode d'analyse, il convient d'examiner la stationnarité de ces variables.

4.3. Test de stationnarité

Pour étudier la stationnarité des variables, nous recourons aux tests de racine unitaire de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de Phillips-Perron (PP). Ces tests ont fait l'objet de nombreuses présentations dans la littérature empirique. Ils ne seront donc pas formellement présentés ici.

Rappelons que contrairement au test ADF qui prend en compte uniquement la présence d'autocorrélation dans les séries, le test PP considère en plus l'hypothèse de présence d'une dimension hétéroscédastique dans les séries. Pour ces deux tests, l'hypothèse nulle est celle de l'existence d'une racine unitaire. Pour que la série soit considérée comme stationnaire, il faut que la statistique reportée soit inférieure à la valeur critique. Les résultats de ces tests sont synthétisés dans le tableau 1.

Tableau 1. Résultats des tests de stationnarité

Variables	En niveau		En différence première		Conclusion
	ADF	VC (5%)	ADF	VC (5%)	
<i>LPIBHAB</i>	-0,249	-3,527	-6,763	-3,529	<i>I(1)</i>
<i>LDETTEPIB</i>	-0,269	-3,527	-9,509	-3,529	<i>I(1)</i>
<i>LINVPIB</i>	-2,783	-3,527	-8,245	-3,529	<i>I(1)</i>
<i>LTERMES</i>	-1,585	-3,540	-10,415	-3,540	<i>I(1)</i>

Selon le test de Dickey-Fuller, il ressort que les variables (*LPIBHAB*, *LDETTEPIB*, *LINVPIB*, *LTERMES*) ne sont pas stationnaires au seuil de 5 pour cent. En effet, la statistique du test ADF reporte des valeurs supérieures aux valeurs critiques à 5 pour cent, qui autorisent à ne pas rejeter l'hypothèse nulle de racine unitaire.

En considérant les séries en différence première, les statistiques de test de racine unitaire donnent des valeurs inférieures aux valeurs critiques, ce qui nous amène à rejeter l'hypothèse nulle de non stationnarité au seuil de 5 pour cent. En définitive, les données correspondant aux variables (*LPIBHAB*, *LDETTEPIB*, *LINVPIB*, *LTERMES*) retenues peuvent être considérées comme les réalisations de processus intégrés d'ordre 1.

4.4. Méthode d'analyse : Test de Cointégration

Etant donné l'ordre d'intégration des variables et dans le souci de faire le test de rang, nous allons utiliser le test de cointégration de Johansen. Soulignons que le test de Johansen peut être utilisé dans tous les cas c'est-à-dire aussi bien lorsque les séries sont intégrées de même ordre que lorsqu'elles sont intégrées d'ordre différent (Bakary DOUCOURE, 2008).

A travers ce test, il s'agira de déterminer le nombre de cointégration optimal à estimer dans le modèle VEC que nous allons estimer par la suite. Nous allons tester l'hypothèse nulle selon laquelle le rang est nul c'est-à-dire qu'il n'existe pas de relation de cointégration contre l'hypothèse alternative qui stipule que le rang est non nul c'est-à-dire que les variables sont cointégrées.

Tableau 2. Résultats du test de cointégration

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

<i>Hypothesized</i>		<i>Trace</i>	<i>0.05</i>	
<i>No. of CE(s)</i>	<i>Eigenvalue</i>	<i>Statistic</i>	<i>Critical Value</i>	<i>Prob.**</i>
<i>None *</i>	<i>0.71454</i>	<i>103.7981</i>	<i>40.1749</i>	<i>0.0000</i>
<i>At most 1 *</i>	<i>0.50355</i>	<i>56.1593</i>	<i>24.2759</i>	<i>0.0000</i>
<i>At most 2</i>	<i>0.44169</i>	<i>29.5408</i>	<i>12.3209</i>	<i>0.0000</i>
<i>At most 3</i>	<i>0.176963</i>	<i>7.4006</i>	<i>4.1299</i>	<i>0.0077</i>

Trace test indicates 4 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

** denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level*

L'analyse des résultats du deuxième tableau, par la comparaison des valeurs de la trace et les valeurs critiques à 5%, révèle que le rang de cointégration est égal à 4, ce qui pousse à rejeter l'hypothèse nulle de non cointégration.

4.5. Résultats et discussions

L'analyse et discussion des résultats empiriques se feront simultanément en deux étapes. Dans la première étape, nous présentons les résultats de la relation de long terme. La deuxième présente les résultats d'estimation des paramètres du modèle de correction d'erreur.

4.5.1. Relation à long terme

Pour déterminer la relation à long terme, l'on a utilisé la Méthode des Moindres Carrés(MCO) qui nous a donné les résultats suivants :

$$\begin{aligned}
 & \mathbf{LPIBHAB} = \mathbf{5,742} - \mathbf{0,24LDETTEPIB} + \mathbf{0,222LIINVPIB} + \mathbf{0,208LTERMES} \\
 & \mathbf{T-stat} \quad \quad \quad \mathbf{(19,37)} \quad \mathbf{(-6,72)} \quad \quad \quad \mathbf{(2,61)} \quad \quad \quad \mathbf{(1,47)} \quad \quad \quad \mathbf{R^2=0,69} \\
 & \mathbf{F-stat=26,22}
 \end{aligned}$$

4.5.2. Modèle à correction d'erreur

Ce modèle est très important en ce qu'elle fournit les élasticités des variables aussi bien pour le court terme que pour le long terme. Ces élasticités nous informent sur le degré d'influence des variables explicatives sur la variable expliquée. La validité du MCE dépend du signe du coefficient

de la variable expliquée retardée, en l'occurrence le coefficient associé à $PIBHAB_t$. L'élaboration du modèle à correction d'erreur se fera par la méthode à la Hendry où certains coefficients représentent les élasticités à court terme, d'autres coefficients caractérisent l'équilibre à long terme et le coefficient de correction d'erreur qui doit être inférieur à l'unité et négatif.

Les résultats de ce modèle sont les suivants :

$$DLPIBHAB_t = 1,155 - 0,0142DLDETTEPIB_t + 0,056DLINVPIB_t - 0,043LTERMES_t \\ - 0,223LPIBHAB_{t-1} - 0,05LDETTEPIB_{t-1} + 0,092LINVPIB_{t-1} \\ + 0,0072LTERMES_{t-1}$$

La table de t-stat des coefficients estimés sont :

2,648	-0,654	1,580	-0,638	3,148	-2,01	2,21	0,908
-------	--------	-------	--------	-------	-------	------	-------

Les résultats de l'estimation du MCE nous indiquent que seuls les coefficients de $(LPIBHAB)_{t-1}$, de $(LDETTEPIB)_{t-1}$, de $(LINVPIB)_{t-1}$ sont statistiquement significatifs au seuil de 5%. En outre, l'on constate que le coefficient lié à la force de rappel est négatif (-0,223) et statistiquement significatif au seuil de 5% (son t-stat est supérieur à 2 en valeur absolue). Il existe donc un mécanisme de correction d'erreur.

4.5.3. Interprétation des résultats

L'estimation du MCE nous a donné les élasticités de court terme :

$$a_1 = -0,0142 ; a_2 = 0,056 \quad a_3 = -0,043$$

L'analyse minutieuse des résultats révèle qu'à court terme la dette (dont l'élasticité de court terme est $a_1 = -0,0142$) a un impact négatif sur le niveau de la vie de la population mais cet impact n'est pas du tout significatif. Elle révèle que si le ratio de la dette en % du PIB augmente de 10%, le PIB per capita diminue de 1,42% toutes choses restant égales par ailleurs.

Les élasticités de long terme sont : $a_5 = -0,05 ; a_6 = 0,092$ et $a_7 = 0,072$

Quant à la relation de long terme, elle lie positivement le PIB per capita, les termes de l'échange et le niveau des investissements mais elle lie négativement le ratio de la dette en % du PIB et le PIB per capita. Cette relation nous montre que le ratio de dette en % du PIB a eu un effet très négatif sur le niveau de vie mesuré par le PIB per capita dans ce sens qu'à long terme, si le ratio de la dette en % du PIB augmente de 10%, le PIB par habitant diminue de 24%, cela peut se justifier par le fait que la dette contractée par la RDC n'a pas profité à la population mais plutôt à la famille politique de Mobutu et a servi à financer les investissements non productifs.

CONCLUSION

En somme, la conclusion de ce papier s'inspire de la pensée d'Olivier BLAMANGIN selon laquelle : "*la dette extérieure n'est pas la cause unique de la pauvreté, du renforcement des inégalités ou du blocage du développement qui frappe l'Afrique Subsaharienne. Mais elle les résume et les amplifie.*" De là ; il se déduit que si la crise de la dette n'explique pas à elle seule la détresse sociale du peuple congolais, elle est en le principal déclencheur.

Ainsi, à l'issue des analyses théoriques et empiriques comme explicitées ci-haut, l'on peut donc affirmer que la dette extérieure contractée vers les années 1970-1980 a eu un impact très négatif sur le niveau de vie de la population. Les études menées dans cet article révèlent que si le ratio de la dette en % du PIB augmente de 10% à court terme, le PIB per capita diminue de 1,42% alors

que si la dette augmente de 10% à long terme, le PIB per capita diminue de 24%. Elle est donc l'une des causes déterminantes de piètres conditions d'études et de santé à cause de l'augmentation de la part du service de la dette dans le budget de l'Etat qui a évincé les dépenses publiques de santé et d'éducation, lesquelles affectent directement le social de la population. Donc depuis les années de 1970-1980, la crise de la dette a été le principal déclencheur de la détresse sociale du peuple congolais. Se servant de cette expérience, il sied de tirer leçons ci-après:

- i. Bien étudier les conditions d'emprunt et la conjoncture internationale avant de contracter un emprunt ;
- ii. Il ne faut emprunter que pour financer les investissements les plus productifs possibles, d'où il faut diligenter les études de rentabilité avant d'investir dans un projet;
- iii. Il faut privilégier les intérêts du Congo dans tous les contrats, dans toutes les négociations. Il ne faut pas accepter aveuglement les recommandations du FMI ou de la Banque Mondiale qui conduisent souvent à la dérive avec des politiques antisociales à l'instar de la politique d'ajustement structurel;
- iv. Il faut assurer une gestion orthodoxe des fonds empruntés en vue de ne pas pénaliser les générations futures.

Références bibliographiques

Adler O. et Thieliant M. (2011), "Dettes nationales et croissance économique", Revue de pol.éco 6-2011.

Bailo Diallo (2007), "Dette et financement du développement économique de la Guinée", Novembre.

Banque Africaine de Développement (2008), "Statistiques choisies sur les pays africains".

Banque Centrale du Congo (2008), "Principaux indicateurs macroéconomiques de 2001-2010".

Banque Centrale du Congo (2008), Rapport annuel de 2008.

Blamangin O. (2002), "L'Afrique Subsaharienne malade de sa dette".

CADTM, "les années Mobutu (1965-1989): l'accroissement exponentiel d'une dette odieuse".

Daseking C. (2002), "La dette, Quand est-elle excessive ?", *Finances et développement*, Décembre, pp. 12-14.

Dibling S., Elongo V., Vanden Daelen C. (2004), "Et si le Congo-Zaïre refusait de payer sa dette", Bruxelles.

DOUCOURE B. (2008), "Méthodes économétriques + programmes", Université Cheik Anta Diop.

Easterly W. (2010), "les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?", éd Nathan.

Ghosh J. (2007), "Politiques macroéconomiques et de croissance", New Delhi,, Nations Unies.

Gruiguiche El Mehdi (2007), "Politique économique", Ecole Nationale d'Administration de Carthage.

Ignonronfin I. (2011), "Impact de la dette extérieure sur la croissance économique au Bénin", Mémoire DEA, Université de Parakou.

Kakwanda Ebul Elang (2007), "Cours de Théories de croissance économiques", FASEG, UNIKIN.

Krugman P. (1988), "Financing vs. forgiving a debt overhang".

Les Renseignements généraux, "À qui profite la dette ?", Brochure, Octobre 2006.

Millet D. et Toussaint E. (2011), "65 questions/ 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale", CADTM, 2011.

Ministère des affaires étrangères du Pays-Bas (2012), "Rapport Principal : Table rase-et après ?"

Minoiu C. (2010), "Analyse de la Soutenabilité budgétaire et de la dette", institut du FMI.

Musimbi M. (2007), "La dette des Pays Pauvres très endettés : cas de la RDC", Haute école Galilée, Bruxelles.

Nautet M. et Meensel L.V. (2011), "Impact économique de la dette publique".

NDO C. (2008), "Effets de la dette extérieure sur la croissance économique au Bénin", Mémoire DESS, Université de Yaoundé.

Pattillo C., Poirson H., Ricci L. (2002), "Dette extérieure et croissance", *Finances et Développement*, juin pp. 32-35.

Raffinot M. (1998), "Soutenabilité de la dette extérieure", Document de travail n°1 de 1998.

Ramaux C. (2010), "De la dette publique au bien-être public", Avril.

Sachs J. (1989), "new approaches to the Latin American debt crisis".

Stiglitz J. (2002), "La grande désillusion", éd Fayard.

Toussaint E., "Endettement de l'Afrique Subsaharienne au début du XXIème siècle", CADTM, non datée.

Villieu P. et Minea A. (2011), "Dette publique, croissance et bien-être : une perspective de long terme".